**Budget : les pistes de l’Etat pour faire des économies en 2024**

**Le gouvernement a présenté sa "revue des dépenses publiques" ce lundi 24 juillet. Près de 2,5 milliards d’euros "d’excédent potentiel de trésorerie" ont été identifiés au sein d’opérateurs de l’Etat.**



Le gouvernement tient le cap. Toujours dans l’optique de faire des [économies](https://www.lexpress.fr/societe/budget-des-armees-413-milliards-deuros-le-prix-a-payer-NNZDATWQ7RDDRK3TP53XPBMW7Q/) en 2024, il a présenté ce lundi 24 juillet sa "revue des dépenses publiques", alors que la dette de la France a dépassé les 3 000 milliards d’euros. Les administrations et inspections générales des finances (IGF) et des affaires sociales (Igas) étaient mises à contribution pour suggérer des économies dans douze domaines d’action publique. Leurs conclusions ont été transmises aux parlementaires ce matin, avant la trêve estivale.

Principal enseignement : environ 2,5 milliards d’euros "d’excédent potentiel de trésorerie" ont été identifiés au sein d’opérateurs de l’Etat, comme Météo France ou [Pôle emploi.](https://www.lexpress.fr/economie/france-travail-quest-ce-que-le-contrat-dengagement-qui-sera-signe-par-tous-les-inscrits-XYVSPCEHPFGPHJQMP77OZKNXZY/) Cela signifie que tous les financements accordés n’ont pas été utilisés. Ainsi, la loi de finances présentée en septembre devra "ajuster dans certains cas les financements directs et indirects de l’Etat aux opérateurs pour réduire les excédents", précise le rapport.

Autre piste évoquée : la disparition progressive des tarifs réduits sur les énergies des acteurs du BTP, de l’agriculture et du transport de marchandises. Le rapport suggère également de supprimer le taux intermédiaire de [TVA](https://www.lexpress.fr/economie/trois-questions-sur-la-tva-verte-reclamee-par-plusieurs-entreprises_2181641.html) de 10 % sur les travaux des logements autres que la [rénovation énergétique](https://www.lexpress.fr/societe/pvc-isolation-par-l-exterieur-la-renovation-energetique-un-danger-pour-le-patrimoine_2178749.html), et de mettre fin aux exonérations de fiscalité locale favorables à l’[artificialisation des sols](https://www.lexpress.fr/economie/politique-economique/le-zan-une-machine-a-desindustrialiser-la-france-par-nicolas-bouzou-TDDTL5K3QZCUVH3NIX6KYH257I/).

**Un calendrier à préciser**

La publication du rapport intervient un mois après les [Assises des finances publiques,](https://www.lexpress.fr/economie/arrets-maladie-alternance-le-plan-de-bercy-pour-reduire-les-finances-publiques-Z6CHAQOC5FCILIO4DAYSJG7OMM/) rendez-vous destiné à identifier les grandes pistes d’économies pour le second quinquennat [d’Emmanuel Macron](https://www.lexpress.fr/politique/emmanuel-macron-et-sil-navait-plus-rien-a-nous-dire-RTLS67Y3WRFNBDG5MCSPJMBO24/). Au cours de celles-ci, plusieurs options avaient déjà été mises sur la table, comme la lutte contre les arrêts maladie abusifs, la fin du dispositif Pinel ou la réduction des prix des formations payées par l’Etat pour les apprentis. Début juillet, [la Cour des comptes a apporté sa pierre à l’édifice](https://www.lexpress.fr/economie/niches-fiscales-formation-logement-les-pistes-de-la-cour-des-comptes-pour-depenser-moins-et-mieux-ZLEGN652JBDOTPHUD3NI5AWMB4/) en listant ses recommandations pour réduire les dépenses dans neuf domaines d’action publique.

Reste à voir l’accueil qui sera réservé aux pistes d’économies avancées dans la revue. D’autant plus que leur calendrier reste à préciser, Bercy ayant à nouveau insisté sur sa volonté d’accompagner les acteurs concernés par les coupes. Le gouvernement dispose d’une majorité relative à l’Assemblée nationale et a dégainé une litanie de 49-3 à l’automne dernier pour faire adopter au forceps son budget 2023. Contrainte budgétaire supplémentaire : le président Emmanuel Macron [a confirmé, ce 24 juillet sur TF1 et France 2](https://www.lexpress.fr/politique/emeutes-ecoles-cent-jours-ce-quil-faut-retenir-de-lentretien-demmanuel-macron-WWCLIFVVF5GRFAGRO666LRE664/), que le gouvernement baisserait de 2 milliards d’euros [les impôts sur les ménages](https://www.lexpress.fr/economie/impots-vers-un-report-des-baisses-promises-par-le-gouvernement-4UAJ5NLCRFEP5DJNPHVWIKSNTA/) d’ici la fin du quinquennat, en 2027.

Pourtant des économies se font de plus en plus nécessaires. L’environnement économique se durcit, avec une prévision de croissance d’1 % en 2023 selon l’exécutif, un chiffre supérieur à ceux de l’Insee (0,6 %) et de la Banque de France (0,7 %). **La forte remontée des taux d’intérêt alourdit la charge de la dette.** De plus, les règles budgétaires européennes devraient être rétablies l’an prochain, après des années de suspension à cause du Covid-19. [Bercy](https://www.lexpress.fr/economie/bercy-prevoit-une-baisse-des-depenses-de-letat-en-2024-une-premiere-depuis-2015-XMZIY4PQIBGBRG4NMLG4VQCDIY/#:~:text=Les%20d%C3%A9penses%20allou%C3%A9es%20au%20programme,loi%20de%20Finances%202024%22%20transmis)a d’ailleurs promis à Bruxelles de revenir sous la barre des 3 % de déficit en 2027. Il représente pour l’instant 4,7 % du PIB, selon les chiffres de 2022 communiqués par l’Insee.

lexpress.fr ; 24 juillet 2023

QUESTIONS :

1. Quel est l’objectif de l’Etat avec ces différentes mesures envisagées ? Pourquoi cet objectif ?
2. Identifiez les mesures envisagées.
3. Quel seuil de déficit public l’Etat devra-t-il respecter ?
4. Quel est le niveau de la dette publique ?
5. Quel serait l’impact économique d’une baisse des impôts pour les ménages ?
6. Expliquez la phrase en gras.